## TOUT EN OFFICIALISANT SON BOYCOTT DE LA PRÉSIDENTIELLE

# Le RCD gèle ses activités publiques

***C'est résolument décidé : Saïd Sadi, le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), n'est pas candidat à l'élection présidentielle d'avril prochain. Le parti, en sus, gèlera toutes ses activités publiques, d'ici la présidentielle, au moins.***

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) -** Ainsi a statué, jeudi, le conseil national du parti, convoqué en session extraordinaire avec, pour seul ordre du jour, l'élection présidentielle. Il faut dire que l'analyse de la situation politique prévalant dans le pays, exposée par Saïd Sadi en guise de liminaire aux travaux du conseil national, ne projetait nulle autre alternative que le rejet de l'élection présidentielle.

Pour le président du RCD, «la participation dans une telle compétition serait synonyme de compromission dans une opération d'humiliation nationale. Refuser de s'y impliquer est à la fois un devoir civique et une exigence de respect pour notre histoire. Refuser de se compromettre dans ce pitoyable et dangereux cirque est autant une affaire politique que de dignité». Saïd Sadi ne pouvait pas conclure à autre chose, tant il dressa un décor politique des plus apocalyptiques, du fait de l'accumulation des dérives autoritaires du pouvoir en place, et dont la plus grave est la remise en cause, le 12 novembre 2008, du principe de l'alternance au pouvoir.

«Depuis le 12 novembre, l'ensemble des institutions est mis au service d'une campagne électorale dont la finalité est une fraude devant reconduire le pouvoir. L'érosion des libertés publiques conquises de haute lutte s'est lentement et inexorablement installée depuis dix ans, aggravant le climat de défiance politique et de tensions sociales. Il reste que la dernière révision de la Constitution, opérée de façon illégale et violente, met notre pays dans une situation inédite depuis 1962. C'est en effet la première fois, depuis l'indépendance, qu'une constitution évacue, par principe, l'idée même d'alternance», relève-t-il, avant d'asséner que «jusqu'à la présidentielle d'avril au moins, nous sommes, de fait, dans une congélation politique».

Photos : Samir Sid

«Saïd Sadi refuse de se compromettre dans la mascarade électorale.»

La vie politique étant stérilisée par l'autoritarisme acharné du pouvoir, le RCD a décidé de s'abstenir de toute action qui enveloppera celle-ci d'une illusion de fertilité. Cette «hibernation» ne traduit pas une attitude défaitiste. Loin de là. Elle se veut de fournir l'illustration de la chape de plomb qui pèse, jusqu'à l'étouffement, sur l'opposition politique, dans un régime où seules les clientèles ont droit aux espaces d'expression. «Nous pouvons prendre à témoin l'opinion nationale et internationale de cette volonté d'étouffement et d'y opposer une protestation pacifique qui souligne cette folie nihiliste par un gel de nos activités publiques signifiant que, pour le court terme au moins, l'Algérie mougabisée ne tolère plus le moindre souffle d'expression autonome», a expliqué Saïd Sadi.

Ce à quoi le conseil national a fait échos en statuant sur le gel des activités publiques du parti. Cependant, le parti ne fera pas l'économie d'un effort de concertation avec des acteurs politiques et des personnalités qui sont en phase avec le RCD dans son analyse de la situation. Du moins en ce qu'il revient d'alerter les opinions nationale et internationale sur l'insoutenable situation politique qui prévaut en Algérie.

Saïd Sadi indiquait, par ailleurs, jeudi que toute autre action restait envisageable, y compris un retrait des institutions, à condition, précisait-il, que la décision soit souveraine. «On entend déjà les appels à la surenchère qui poussera à notre sortie des institutions dès maintenant. Tout peut s'envisager, encore faudrait-il que la décision nous appartienne et qu'elle ne soit dictée ni par la précipitation, ni par les vigiles du pouvoir, postés dans la périphérie de notre combat pour y entretenir confusion et polémique.» Mais à quoi s'occupera le RCD durant cette période de gel de ses activités publiques ? Jusqu'à l'élection présidentielle, au moins, il se consacrera à l'activité organique et à la formation.

Ceci étant, en refusant de se porter candidat à l'élection présidentielle, Saïd Sadi aura été, après le président Liamine Zeroual, la seconde grosse pointure politique à signifier ouvertement et formellement, en l'intervalle de 48 heures, son refus de se compromettre dans la mascarade électorale.

**S. A. I.**

## CAMPAGNE POUR BOUTEFLIKA

# Ouyahia presse ses cadres de s'impliquer

***Le Rassemblement national démocratique (RND) n'attendra pas que Bouteflika annonce sa candidature pour faire campagne pour lui. Alors que les partis de l'Alliance présidentielle doivent se réunir aujourd'hui «au niveau national et local» pour soutenir la candidature de Bouteflika, le RND affine sa stratégie en solo.***

**Nawel Imès - Alger (Le Soir) -** Ahmed Ouyahia a, dans une directive envoyée aux cadres de son parti, pressé ces derniers de s'impliquer pleinement dans la campagne. Il leur est demandé de respecter le calendrier établi par le parti.

Aux secrétaires des bureaux de wilaya réunis jeudi à Alger, le patron du RND a demandé de mettre rapidement en place ce qu'il appelle la première phase, à savoir «la mobilisation des potentialités humaines, la sensibilisation des citoyens pour s'inscrire sur les listes électorales, la préparation de la base et les élus du parti à la collecte des signatures pour le candidat du parti en s'assurant du nombre des élus disposés réellement à accorder leur signature au candidat choisi par le parti».

La seconde phase devrait démarrer en février avec l'ouverture de permanences, la préparation de la campagne électorale et la sélection des militants pouvant être désignés comme observateurs dans les bureaux de vote. Dans ladite directive, Ouyahia indique que «le moment est venu pour œuvrer aux côtés du candidat que notre parti a choisi». Un choix qui, selon le secrétaire du bureau d'Alger et membre du bureau national, Seddik Chihab, «ne signifie pas que le parti n'a pas d'ambitions politiques mais a seulement choisi la stabilité du pays avant toute autre considération».

S'adressant aux militants du parti, le SG du RND a également insisté sur la contribution de ces derniers dans la prochaine opération en arrêtant un programme de travail précis qu'ils sont tous tenus de suivre et appliquer selon le calendrier déterminé par le parti.

Ouyahia mobilise ses troupes.

Le SG du RND a également exhorté les secrétaires de wilaya à mobiliser les militants du parti, à consacrer ses moyens pour aider les citoyens à régulariser leur situation vis-à-vis des listes électorales et mettre en place des cellules de militants à travers les communes.

Actualité oblige, Ouyahia n'a pu faire l'impasse sur ce qui se passe en ce moment à Ghaza, saluant la position officielle algérienne.

**N. I.**

## HÔPITAUX

# Menace de grève chez les paramédicaux

La grogne continue de gagner du terrain en milieu hospitalier. Après les praticiens de la santé publique et les hospitalo-universitaire, c'est au tour des paramédicaux de s'inscrire dans la contestation.

Réuni jeudi en session extraordinaire, le conseil national du SAP (Syndicat algérien des paramédicaux) a interpellé, une fois de plus, les pouvoirs publics pour l'application immédiate du statut particulier du paramédical. Le syndicat avertit par ailleurs contre tout changement qui pourrait être apporté au statut particulier, une fois le régime indemnitaire adopté. «Les négociations sur le régime indemnitaire restent tributaires du statut particulier, alors tout manquement aux engagements de la tutelle nous poussera à reprendre le chemin de la protestation», peut-on lire dans un communiqué rendu public du SAP.

Le SAP est en train de calmer les ardeurs de ses adhérents dans l'attente d'un geste favorable de la part des pouvoirs publics, selon le même document. Les paramédicaux ne veulent pas être marginalisés ni rester en dehors des revendications légitimes des travailleurs de la Fonction publique.

**R. M.**

## EXPLOSION D'UNE BOMBE ARTISANALE À AZEFFOUN

# Un citoyen blessé

Mercredi dernier, en début de soirée, une forte déflagration, entendue à des kilomètres à la ronde dans la commune d'Azeffoun, a grièvement blessé un citoyen dont les jours ne sont heureusement pas en danger. Le citoyen, qui se trouvait aux alentours du village Lachouba, avait, selon notre source, marché sur un engin explosif. Immédiatement évacué, il a été amputé d'une jambe.

Pour rappel, dans un village de la même région, un citoyen avait connu le même sort il y a exactement deux années de cela. On raconte que les habitants des villages alentours hésitent à se rendre dans les champs, de peur justement de tomber sur d'éventuels explosifs. D'ailleurs, des oliveraies ont été laissées à l'abandon et les olives n'ont pas été cueillies, malgré la bonne récolte de la saison.

**F. B.**